

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Aux côtés du peuple cambodgien

Le peuple du Cambodge (Kampuchea) résiste contre l'extermination

CHAQUE jour nous parviennent des informations sans équivoque de l'entreprise d'extermination menée par les dirigeants de Hanoï à l'encontre du peuple kampuchéen. C'est la destruction et le pillage systématique des réserves de riz, la destruction des ouvrages hydrauliques destinés à l'irrigation de dizaines milliers d'hectares de rizières ; c'est aussi le bombardement ouvert et criminel des regroupements de la population civile des zones de maquis ; c'est encore le refus vietnamien de l'aide de la Croix rouge internationale destinée aux combattants du Kampuchea démocratique. En ce début de saison sèche, les chefs militaires vietnamiens entendent marquer un grand coup : 200 000 hommes de troupe sont à pied d'œuvre sur le territoire du Kampuchea, et les ponts aériens ont déchargé leurs cargaisons d'armes et de conseillers soviétiques. Déjà, les premières attaques vietnamiennes ont commencé.

L'objectif de Hanoï est clair. Il s'agit de faire céder la résistance du peuple kampuchéen à tout prix, de l'affamer, de le rayer de la carte afin de contrôler ce pays que défendent farouchement, pied à pied, rizières après rizières, les combattants cambodgiens.

Chaque jour nous parviennent ces images de détresse, ces images de désespoir, d'enfants, de paysans qui se meurent dans les camps thaïlandais. Disons-nous assez combien les dirigeants de Hanoï, et ceux de Moscou qui les soutiennent, portent une terrible responsabilité dans ce génocide ?

Aujourd'hui, les unités combattantes du Kampuchea ont disposé leurs forces, coûte que coûte, pour une guerre difficile, de longue durée, une guerre pour la libération et la survie du peuple cambodgien. Saurons-nous, dans la mesure de nos moyens, leur apporter aide et soutien ?

Une partie d'une extrême gravité se joue au Cambodge. L'agression soviéto-vietnamienne pourra-t-elle faire sauter le « verrou » cambodgien qui bloque sa pénétration dans la région tout entière ? La voie sera-t-elle ouverte à l'expansion soviétique dans le Sud-Est asiatique, qui vise à contrôler le passage entre les deux océans, par le détroit de Malacca ? Tel est l'enjeu de la bataille engagée. Là-bas, au Kampuchea, comme en Erythrée, les combattants qui résistent sont en première ligne contre l'expansionnisme soviétique. Là-bas aussi, ce sont la sécurité et la paix d'une région toute entière qui sont menacées. Là-bas aussi, s'accroissent les préparatifs d'une troisième guerre mondiale.

Comme il y a dix ans, lors de l'agression américaine, le destin du peuple cambodgien s'identifie à celui de tous les peuples épris de liberté et d'indépendance. A l'Assemblée générale de l'ONU, il y a quelques semaines, la communauté internationale a réaffirmé la légitimité du gouvernement du Kampuchea démocratique, elle a reconnu au peuple du Kampuchea le droit à régler lui-même ses propres affaires, sans ingérence extérieure. Cela est un fait positif, qui ne saurait nous dispenser de nos propres efforts de soutien au peuple du Kampuchea. A Stockholm, les 17 et 18 novembre, se tiendra une conférence internationale de solidarité avec la lutte du peuple du Kampuchea ; elle rassemblera tous ceux qui condamnent l'agression vietnamienne au Cambodge et qui exigent le retrait des forces vietnamiennes. De nombreuses personnalités internationales participent à cette initiative ; des dizaines de milliers de personnes ont signé cet appel dans plusieurs pays. Notre Parti appelle ses amis, ses sympathisants et ses militants à s'associer à cette initiative.

Faire connaître cette initiative, faire signer l'Appel à la conférence de Stockholm doit contribuer à élargir le soutien international à la lutte du peuple du Kampuchea dans les prochains jours.

Camille GRANOT

GREVE DU 23 OCTOBRE

La politique de santé en question

Un médecin s'explique :

Interview du docteur Bles, secrétaire général de la confédération des Syndicats médicaux français

Voir page 3



CAMBODGE

Signez et faites signer l'appel à la conférence mondiale de Stockholm

AL'HEURE où le peuple cambodgien vit des heures dramatiques et où la guerre d'agression vietnamienne risque de s'étendre en Asie du Sud-Est, la Conférence mondiale de Stockholm, en solidarité avec la lutte d'indépendance du peuple cambodgien, entre dans une phase de préparation très active dans plus de 25 pays.

A l'exception d'une information au journal télévisé de FR3 et de quelques brèves mentions dans la presse, les mass-media françaises ne se sont guère fait l'écho de cette initiative jusqu'à maintenant. Il faut souhaiter que ce retard soit vite comblé. La très officielle agence d'information soviétique Tass a fait preuve de plus de rapidité puisqu'elle a déjà protesté publiquement contre l'objectif de cette conférence et le fait qu'elle se tienne en Suède. Mais il ressort d'un entretien entre le comité d'organisation suédois et le ministre des affaires étrangères de Suède que cette pression grossière n'affectera en aucune manière la tenue de la Conférence.

Quelles que soient les opinions très diverses sur les régimes passés ou futurs du Cambodge, il faut aujourd'hui réaliser la plus large, la plus ferme unité, pour défendre l'existence d'un peuple souffrant un calvaire atroce, menacé de liquidation quasi-totale. On ne peut se résigner à l'inacceptable, il faut agir, dénoncer sans relâche l'agression et les crimes du Vietnam envers le peuple cambodgien, exiger le départ immédiat et total des troupes d'occupation vietnamiennes, première condition pour qu'une paix véritable renaisse en Asie du Sud-Est.

La Conférence de Stockholm s'ins-

crit dans cet objectif. Comment la soutenir ?

En faisant largement signer l'appel de la Conférence de Stockholm, en informant sur son existence et ses objectifs, en participant au soutien financier pour sa réalisation et la publication de l'appel dans la presse

française.

Les signatures et les soutiens financiers doivent être adressés au Comité français de soutien :

C/O Mme Lamiral, BP 22 Villejuif 94800 (libellez les chèques à l'ordre de Mme Lamiral).

Conférence Kampuchea
Appel pour une conférence internationale de solidarité avec le combat du peuple kampuchéen pour l'indépendance nationale contre l'agression vietnamienne

La guerre d'agression contre le Kampuchea démocratique (Cambodge) continue. Les forces de l'armée vietnamienne ont envahi et dévasté le Kampuchea pour renverser son gouvernement légitime, violant ainsi la souveraineté du Kampuchea démocratique, la Charte des Nations Unies et les principes de non-alignement.

Si cette atteinte flagrante à l'indépendance du pays était tolérée par la communauté internationale, ce serait une menace grave contre toutes les nations indépendantes. Notre silence serait interprété comme l'acceptation de l'agression et de l'invasion.

Malgré la diversité de nos opinions, nous sommes unis pour dénoncer l'occupation brutale du Kampuchea par le Vietnam avec le soutien d'autres puissances étrangères.

Nous exigeons que toutes les forces vietnamiennes se retirent immédiatement et sans conditions du Kampuchea, que l'indépendance nationale et la souveraineté d'Etat du pays soient respectées et que le peuple kampuchéen recouvre le droit de régler lui-même ses propres affaires.

Nous demandons à toutes les organisations démocratiques, aux

organisations internationales, aux personnalités, aux peuples et aux gouvernements épris de paix, de justice et d'indépendance dans le monde, d'apporter leur soutien et d'organiser une aide matérielle au peuple du Kampuchea en lutte et à son gouvernement légitime dans leur résistance contre les agresseurs vietnamiens.

Nous les appelons à assurer le succès de la Conférence internationale de solidarité avec le combat du peuple kampuchéen pour l'indépendance nationale contre l'agression vietnamienne, qui sera convoquée à l'automne de cette année.

30 juin/1er juillet 1979

SIGNATAIRES de l'appel pour la France.

Robert Andrei (médecin) ; Alain Bouc (écrivain) ; Jean Cardonnel (théologien) ; Joris Ivens et Marceline Loidan (cinéastes) ; Régis Bergeron (écrivain) ; Edmond Jaune (universitaire) ; Kostas Mavrikis (universitaire) ; Charles Tillon (écrivain) ; Madeleine Lamiral (inspecteur PTT) ; Annie Brunel (journaliste) ; Guillaume Chantry (ingénieur) ; Bernard Frévaque (syndicaliste) ; Daniel Biau (ingénieur) ; Monica Garcia-Orozco (étudiante) ; Yves Di Manno (écrivain) ; Alain Paucard (écrivain) ; Maryvonne Lécuyer (enseignante) ; Jean-Paul Leroux (enseignant) ; Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France ; Union des patriotes du Kampuchea en France.

FACE AUX CONSEQUENCES DU COLONIALISME FRANÇAIS

Opération « île morte » à la Réunion

Pour la première fois depuis dix ans, l'ensemble des organisations syndicales de la Réunion ont appelé les travailleurs à une semaine d'action, du 15 au 19 octobre, qui culmine vendredi par une grève générale. Le motif principal de la grève, reste la défense de l'emploi dans l'île où un travailleur sur cinq est au chômage, le relèvement du pouvoir d'achat figure également parmi les revendications avancées. Sur la base des premiers jours de la semaine d'action, le mouvement a été très suivi : des enseignants, les travailleurs de la santé, et les employés de l'administration ont participé à la grève à près de 100 %.

LA grève générale de vendredi est le point culminant d'un mouvement de mécontentement général face à la crise qui frappe durement cette île de l'Océan Indien, toujours victime de l'exploitation coloniale française, et d'où Debré, grâce à la fraude électorale, tire son mandat de député.

De nombreuses entreprises ferment et licencient les ouvriers par centaines. Les petits et moyens planteurs de canne à sucre (pratiquement la seule production et exportation de l'île) sont eux-mêmes menacés de ruine par le bas prix de la canne et par les exigences de qualité qui visent en fait à éliminer les petits producteurs.

UN TRAVAILLEUR SUR DEUX S'EXPATRIE

La principale exportation de l'île reste encore sa main-d'œuvre : un travailleur réunionnais sur deux, attiré par les promesses du BUMIDOM (1) et poussé par le chômage s'expatrie en France. Ceux qui restent ne sont pas mieux lotis puisque 20 % de la population active est au chômage. On compte 60 000 chômeurs, dont 25 000 recensés officiellement, ce qui représente à l'échelle de la France six à sept millions de chômeurs. Si Barre et Dijoud en bons serviteurs de l'impérialisme français considèrent que « la Réunion, c'est la France dans l'Océan Indien », il n'en concluent pas pour autant que les mêmes lois, en particulier en ce qui concerne l'indemnisation des chômeurs, doivent y être appliquées. « Un chômeur sur deux ne reçoit pratiquement aucune aide, en dehors de l'allocation mensuelle accordée aux fa-

milles dont les ressources n'atteignent pas 150 F par personne et par mois », affirme crûment un rapport du Conseil général de la Réunion.

Une des revendications de la semaine d'action pour l'emploi réside dans l'extension à la Réunion du régime d'indemnisation du chômage en vigueur en France. En effet, les chômeurs qui ne reçoivent aucune indemnisation ont pour seul choix : l'exil ou la participation à des « chantiers de chômage » qui ne fournissent que quinze jours de travail par chômeur et par an !

UNE SITUATION D'« ASSISTÉS »

Exploités et opprimés par l'impérialisme français, les Réunionnais sont également placés dans une situation d'assistés. Empêchant tout développement de l'économie locale pour maintenir la monoculture de la canne à sucre qui place la Réunion dans l'obligation d'importer pratiquement tout, le colonialisme français préfère entretenir une pléthore de fonctionnaires. Ces derniers, bénéficiant d'un niveau de vie plus élevé que l'ensemble de la population, peuvent donner l'illusion d'une certaine prospérité, dont le caractère ne peut être que factice, dans une économie totalement dépendante. L'acharnement de l'impérialisme français à vouloir se maintenir à tout prix à la Réunion, plus que la sauvegarde d'intérêts économi-

ques, a surtout pour raison la défense d'intérêts stratégiques.

L'ENJEU DE L'OCEAN INDIEN

Ainsi, la France reste dans l'Océan Indien — qui est une zone vitale pour les approvisionnements en pétrole et en matières premières de l'Europe — bien que les deux superpuissances et principalement l'URSS qui a particulièrement renforcé sa flotte ces dernières années, la talonnent de près. L'impérialisme français entretient dans cette partie du monde une flotte de vingt bâtiments et deux bases militaires : la Réunion et Mayotte. En juin 1973, la Réunion est devenue le quartier général des forces militaires françaises dans l'Océan Indien. L'arrivée des troupes retirées de Madagascar, à la suite de la lutte du peuple de ce pays pour une indépendance véritable, a porté le nombre des effectifs stationnés à St-Denis de la Réunion à 4 000 hommes. L'importance de la Réunion pour l'impérialisme français s'est accrue avec l'accession à l'indépendance des Comores, en 1975, et de Djibouti, en 1977.

Il faut souligner le pas franchi aujourd'hui par la grève générale unitaire qui a réuni pour la première fois en dix ans tous les syndicats dans un même mouvement. Contrairement aux allégations du PCF et de ses émules du PC réunionnais (2) pour qui la Réunion fait partie de la France et doit se contenter de « l'autonomie », la résolution de la crise économique qui sévit à la Réunion est impossible dans le cadre de l'impérialisme français. L'indépendance est une condition indispensable pour garantir les intérêts du peuple réunionnais.

QDP-HR Frank ROUSSEL

(1) BUMIDOM : Bureau de la main-d'œuvre immigrée des départements d'outre-mer. (2) Le Comité permanent de l'OUA ne s'y est pas trompé puisqu'au début de l'année, il avait refusé de rencontrer le PC réunionnais et préféré recevoir l'Organisation communiste marxiste-léniniste de la Réunion (OCMLR) qui, elle, se bat pour l'indépendance.

PRESIDEE PAR LE PRINCE SIHANOUK

La confédération des Khmers nationalistes a tenu une conférence de presse à Paris

Jeudi 18 octobre, à Paris, une conférence de presse organisée par la Confédération des Khmers nationalistes faisait le point sur le colloque tenu à Pyongyang en Corée du Nord, sous la présidence du prince Sihanouk, du 23 au 27 septembre 1979.

INTERROGE sur la voie et les moyens préconisés par la Confédération pour obtenir le retour du Cambodge à l'indépendance et le retrait des troupes vietnamiennes, le représentant à la tribune a déclaré : « Pour le moment, nous essayons d'obtenir un règlement pacifique ».

Après avoir fait état d'une lettre de Sihanouk au premier ministre du Vietnam, lui proposant d'engager rapidement des pourparlers, « sans conditions préalables », afin de « rétablir le Cambodge dans son indépendance et sa neutralité », le représentant a déclaré qu'il y avait donc des « différences entre les moyens choisis par les différentes parties, en particulier avec le gouvernement de Pékin qui a choisi de soutenir les troupes de Pol Pot (...). Est-ce à dire que ces voies sont contradictoires ? Je ne le pense pas. Ce sont des voies parallèles pour obtenir la libération du pays de l'occupation vietnamienne ».

Aussi généreuse soit-elle, la proposition de négociations sans préalable avec le Vietnam semble utopique si l'on tient compte du fait que la seule réponse du Vietnam, c'est précisément la relance de l'offensive militaire au Cambodge. D'ailleurs, le prince Sihanouk lui-même, dans sa lettre à Pham Van Dong, écrit : « Je suis un homme de paix et de dialogue, mais je ne resterai certainement pas les bras croisés, alors que mon peuple m'appelle à son secours, si toutes les voies d'un règlement pacifique sont fermées ». La Confédération n'exclut donc pas le recours ultérieure à la lutte armée.

Remarquons, à ce sujet, qu'un ancien ministre de Sihanouk, M. Son Sann, a annoncé récemment la création d'une autre organisation, le Front national de libération du peuple khmer, qui se propose de regrouper des combattants pour mener la lutte armée contre l'occupation vietnamienne.

Enfin, le représentant de la Confédération présidée par Sihanouk a demandé que le siège du Cambodge à l'ONU « soit laissé vacant ». Cette proposition, en contradiction avec la décision majoritaire de l'ONU qui a maintenu la représentation du Kampuchea démocratique, présente le danger de pouvoir être utilisée à terme par les Vietnamiens pour imposer leur propre représentant.

Article commun au Quotidien du Peuple et à L'Humanité Rouge Claude LIRIA

PROCES POLITIQUES EN CHINE

Quelques questions

(A propos de la condamnation de Wei Jings Heng)

Un jeune Chinois de 29 ans, Wei Jingsheng, vient d'être condamné à quinze ans de prison et trois ans de privation de ses droits politiques, sous l'inculpation de « crimes contre-révolutionnaires ».

REDACTEUR en chef d'une revue d'opposition Exploration, Wei Jingsheng avait qualifié le système socialiste de « régime monarchique féodal sous couvert de socialisme » ; il avait appelé à « ne plus prêter foi aux slogans "stabilité et unité" lancé par les dictateurs » et à « prendre le pouvoir aux mains de ces seigneurs ».

Il avait également fourni des renseignements militaires à des étrangers sur la liste des commandements, les effectifs engagés, l'évolution des combats et le nombre de morts et de blessés, du côté chinois, lors de la contre-attaque lancée par la Chine au mois de février contre le Vietnam. Mais il semble que l'accent ait été mis dans les compte-rendus du procès sur la première accusation.

Ces faits ont été reconnus par l'accusé lui-même (plusieurs de ses écrits politiques sont d'ailleurs traduits en français). L'accusé qui a choisi de se défendre lui-même a dix jours pour faire appel.

Il faut remarquer que le fait d'organiser un procès public est un progrès par rapport aux internements

arbitraires et sans jugement qui étaient monnaie courante pendant la Révolution culturelle. C'est ainsi que selon le code pénal, le deuxième procès ouvert à Pékin contre une jeune femme a été ajourné « faute de preuves » et pour « complément d'enquêtes ».

Ceci dit, comme pour tout procès politique, un certain nombre de questions se posent. Elles tournent autour du problème particulièrement délicat de savoir où mettre la frontière entre une opinion contre-révolutionnaire (qui ne devrait pas justifier la répression) et un acte contre-révolutionnaire (passible de la loi).

A partir de quel moment une propagande dirigée contre le socialisme devient-elle un acte contre-révolutionnaire destiné à renverser

le système socialiste ? A partir de quel moment le gouvernement estime-t-il que la persuasion auprès des personnes qui répandent de telles idées n'est plus suffisante et qu'il faille passer à la répression ?

Quelles sont les limites à la liberté d'expression en Chine ?

Quelle définition précise et détaillée le nouveau code pénal chinois donne-t-il à un « acte contre-révolutionnaire » ?

Il est évident qu'en Chine, il existe des gens qui aspirent à un retour au capitalisme et qui sont même déterminés à passer aux actes pour arriver à leurs fins. Mais comment faire la distinction entre eux et des gens trompés par leur propagande ?

Claude LIRIA

GREVE DU 23 OCTOBRE

La politique de santé en question : un médecin s'explique

MESURES GOUVERNEMENTALES CONTRE LA SECURITE SOCIALE

Ni se résigner, ni faire porter le chapeau aux médecins

Interview du docteur Bles, secrétaire général de la confédération des syndicats médicaux français

Interview réalisée par Nathalie VILLOTIERS

Nous le savons déjà par nos médecins, par la télévision et par la radio, la Confédération des syndicats médicaux français appelle à la grève le mardi 23 octobre.

Les nouvelles mesures de la Sécurité sociale ne se limitent pas à l'augmentation de 1 % de nos cotisations sociales, elles rabotent également le droit de prescriptions des médecins et instaurent un flitage contre les « complaisances ».

Nous avons interviewé le docteur Bles, secrétaire général de la Confédération des syndicats médicaux français. Il a retracé pour nous le contexte et les grands axes de leur action.

Dans notre édition du mardi 23 octobre, nous publierons la suite de l'interview du docteur Bles portant principalement sur la grève du 23 octobre.

N.V. : Le principal argument du gouvernement pour expliquer ces mesures se fonde sur l'énorme déficit de la Sécurité sociale ? Qu'en pensez-vous ?

1978, il devrait être époné.

J'AI VU DES PATIENTS RESIGNES

Quand Barre et Barrot affirment que le déficit actuel de la Sécurité sociale s'élève à 24 milliards de francs, ce n'est qu'une accumulation artificielle de chiffres disparates. En fait, le déficit 1978-1979 ne s'élève qu'à 7 milliards. Selon la Caisse nationale d'assurance maladie elle-même, de 1976 à 1978, l'augmentation des prestations de maladie par an et par personne protégée a été de 8,5 % ; les 21,4 % de Giscard sont bien loin...

Dr Bles : Nous sommes bien obligés de reconnaître que ce subit déficit de la Sécurité sociale est le fruit d'une manipulation évidente des chiffres.

Elle est un savant mélange des dépenses de l'assurance maladie proprement dite et de celles de la Sécurité sociale qui incluent l'assurance vieillesse et les allocations familiales. En 1978, il y avait bel et bien

gnés à être moins remboursés sans même protester...

Qu'on fasse toute la lumière sur cette campagne : elle est la conjugaison d'une intoxication par les mass-média et d'une manipulation des chiffres que les non-initiés ne peuvent déceler.

On nous reproche que les dépenses de santé augmentent plus vite que le produit intérieur brut, qu'en est-il ?

La croissance de la consommation santé est sensiblement parallèle à celle du PIB (1). En revanche, l'augmentation des dépenses de l'assurance maladie est plus forte que celle du PIB. Pourquoi ?

Il y a eu extension de la couverture, de nouveaux risques sont couverts.

Un exemple : le Parlement a voté en 1975 une loi d'orientation pour les handicapés, mettant à charge de la Sécurité sociale une population nouvelle,

sans recettes correspondantes. Le coût entre 1,5 et 4 milliards par an selon les estimations.

La contraception est désormais, et de toute façon justifiée, remboursée : cela a un coût pas loin du milliard... La lutte actuelle pour que les IVG (2) soient remboursées est légitime. Mais si on obtient son remboursement, vous verrez que la Sécurité sociale nous fera grief de ce nouvel accroissement en dépenses...

LE PARASITISME

Depuis quelques années déjà, ce ne sont plus trois maladies qui sont remboursées à 100 % (la tuberculose, les cancers, les maladies mentales), mais 25, sans compter la « 26e », c'est-à-dire pratiquement toute maladie chronique et coûteuse : cela a aussi un coût...

Par ailleurs, le gouvernement se plait à dénoncer la surconsommation médicale. Cette attitude ne brille pas par sa cohérence.

La CSMF est née en 1928. Elle est le résultat d'un regroupement des syndicats médicaux départementaux. Elle rassemble également des syndicats de médecins regroupés selon leur spécialité (cardiologues, psychiatres, chirurgiens, etc.), selon leur modalité d'exercice (médecins de groupe, salariés, hospitaliers, etc.). Elle est contemporaine des lois sociales.

En 1960, la CSMF connaît une scission : les partants deviendront par la suite la FMF (Fédération des médecins de France). Ces médecins s'opposaient au processus conventionnel.

Une première remarque s'impose : le corps médical est une profession très fortement syndiquée. Plus de 60 % des médecins le sont.

L'objectif de la CSMF ? Que chaque patient puisse accéder à une médecine de qualité. Pour cela, elle milite en faveur d'un exercice pluraliste, avec la socialisation des coûts. Elle refuse la mise en place d'un « double secteur » : une médecine pour les riches et une autre pour les pauvres.

En effet, qui, à travers l'éducation sanitaire, a incité les assurés à se faire surveiller médicalement de près ? Qui ne connaît pas ce slogan « N'attendez pas d'être vraiment malade pour consulter votre médecin » ? Et n'est-ce pas la Sécurité sociale elle-même qui assurait périodiquement un check-up (3) complet et gratuit pour ses assurés ? Maintenant, tout cela représente une consommation parasite !

Ces prises de position paradoxales soulignent les contradictions de la « politique de santé » du gouvernement. Avant la crise, « on » a incité à la consommation ; à présent, on la freine... En définitive, il n'y a plus de politique de santé...

Le gouvernement a suscité de nouvelles charges médico-sociales : il en a tiré le bénéfice moral, qu'il ne vienne pas pleurnicher maintenant sur le poids qu'elles représentent, qu'il ne fasse surtout pas porter le chapeau aux médecins, aux usagers, qu'il ne tente pas de dresser les uns contre les autres et même d'opposer les médecins entre eux.

FAIRE PORTER LE CHAPEAU AUX MEDECINS

Vous ne me croyez pas quand je parle d'exploitation, d'une contradiction entre le médecin et le patient ?

Prenons un exemple dans les dernières mesures. Les médecins de ville sont « invités » à baisser leurs prescriptions, sinon c'est le chantage aux honoraires. J'explique, une hypothèse : le PIB grimpe de 10 %, les prescriptions du médecin augmentent de 15 %, ses honoraires n'augmenteront alors que de 5 %, quelque soit l'inflation...

Mécanisme on ne peut plus pervers. La relation entre le médecin et le patient se colorerait assurément de méfiance. Le malade pourra dès lors à tout instant s'interroger sur l'honnêteté, la conscience professionnelle de son médecin ; une question trottera dans sa tête : « Ne ménage-t-il pas les prescriptions, les soins, que nécessite mon état, pour garantir ses revenus ? ». Nous ne voulons pas faire passer les économies avant l'intérêt de nos patients : ce serait une véritable atteinte à l'éthique de notre profession et c'est la raison pour laquelle nous appelons à la grève du 23 octobre.

Fin de la première partie

(1) PIB : Produit intérieur brut. C'est la somme des richesses produites dans nos frontières y compris la TVA.

Le PNB : est le produit national brut, qui n'est autre que le PIB réparti et divisé par le nombre d'habitants.

(2) IVG : interruption volontaire de grossesse.

(3) Check-up : contrôle médical complet et gratuit assuré par la Sécurité sociale.

VOTRE SANTÉ EN DANGER !
Hier vous avez conquis le droit aux soins pour tous
AUJOURD'HUI le Gouvernement veut en réduire la qualité
DEMAIN il en limitera l'accès
VOTRE MÉDECIN doit garder la liberté de prescrire les examens et les traitements dont vous avez besoin

Non l'accroissement de la consommation de médecine de ville n'est pas excessif. De 1970 à 1978, le taux de croissance annuel a été de : 13,6 % pour la médecine de ville 13,3 % pour le PIB Les taux de progression des divers postes de la médecine de ville sont : Honoraires médicaux : 14,9 % par an Ensemble des prescriptions : 13 % par an dont : analyses : 18,9 % par an pharmacie : 11,6 % par an Source : les comptes de la santé. 1950-1978. Ministère de la santé.

un déficit de l'assurance maladie qui était de l'ordre de 4,6 milliards. C'était en 1978, nous sommes en 1979, nous courrons sur 1980, qu'on ne nous ressorte donc pas le déficit de

Ces déclarations n'ont qu'un but : frapper l'opinion publique. Moi-même, j'ai vu des patients dans mon cabinet, qui sur le coup de ces assertions tendancieuses s'étaient déjà rési-

« La situation internationale ne s'achemine pas vers la détente »

Conférence de presse
du ministre des affaires étrangères chinois Huang-Hua

Jeudi matin 18 octobre, le premier ministre Hua Guofeng devait donner une conférence de presse. Empêché au dernier moment, il s'est fait remplacer par M. Huang Hua, ministre des affaires étrangères. Après un bref exposé préliminaire, celui-ci a répondu aux questions posées par les journalistes. Voici les passages les plus importants des réponses de M. Huang Hua, reconstitués à partir des notes prises au cours de cette conférence de presse.

A PROPOS des discussions en cours entre les Etats-Unis, l'URSS et l'Europe de l'Ouest, M. Huang Hua a déclaré : « Nous ne nous opposons pas à ce qu'il y ait de telles discussions (...), mais nous pensons que ce qui est le plus important, c'est la riposte du tac au tac aux actes d'expansion et d'agression ».

(...) « La situation internationale ne s'achemine pas vers la détente. En réalité, elle devient de plus en plus agitée. Les hommes politiques responsables doivent dire cette vérité aux peuples ».

M. Huang Hua devait aussi rappeler que selon les spécialistes qui étudient la situation en Europe « les forces de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie détiennent une grande supériorité sur les forces de l'Europe de l'Ouest ». Puis il ajouta : « Le gouvernement chinois souhaite depuis toujours voir l'Europe renforcer sa coopération et sa défense. Nous pensons que la présence d'une Europe unie et forte favorisera le maintien de la paix mondiale ».

Revenant sur ce sujet à la fin de sa conférence de presse, il dit encore : « La partie chinoise et la partie française estiment qu'une Europe unie et forte et une Chine prospère et forte peuvent jouer un rôle important dans le maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans le monde ».

LES PERSPECTIVES D'UN RÉGÈLEMENT AU CAMBODGE

Après avoir rappelé les différentes phases de l'intervention vietnamienne au

Cambodge, ainsi que les interventions soviétiques en mer Rouge, dans la région du golfe et dans l'océan Indien, M. Huang Hua déclara : « De toute évidence, le problème du Cambodge, le problème de l'Indochine, ne sont pas des problèmes isolés ou localisés, c'est une composante importante de la stratégie planétaire de l'Union soviétique. Maintenant on fait des réflexions sur la solution politique éventuelle du problème cambodgien, mais le point clé, c'est qu'il faut d'abord que le Vietnam retire réellement toutes ses troupes du Cambodge, ensuite, il faut qu'après le départ des troupes vietnamiennes le problème soit réglé par le peuple cambodgien lui-même ».

(...) « Par conséquent, d'après nous, dans les cir-

constances actuelles, rechercher une solution politique du problème du Cambodge n'est pas réaliste, car les conditions nécessaires ne sont pas réunies ».

(...) « Il faut soutenir toutes les forces patriotiques du Kampuchea, soutenir la juste lutte menée par ces forces patriotiques du Kampuchea, soutenir la juste lutte menée par ces forces contre l'occupation militaire vietnamienne, il faut refuser d'admettre le fait accompli à la suite de l'action militaire des autorités vietnamiennes. Si la communauté internationale ne s'entendait pas à ces principes et acceptait de sacrifier les peuples d'Indochine, les droits nationaux du peuple cambodgien, en laissant les autorités vietnamiennes jouir des résultats de leur agression, cela créerait un précédent qui aurait de graves conséquences pour la paix ».

L'ÉVENTUALITÉ D'UNE NOUVELLE RIPOSTE CHINOISE AUX PROVOCATIONS VIETNAMIENNES

(...) « Le Vietnam a soumis le Laos à son contrôle militaire, il a envoyé ses troupes et lancé provocations et agressions contre le Cambodge, il a aussi provoqué de nombreux conflits frontaliers à la frontière commune sino-vietnamienne, et à l'intérieur il s'est livré à des persécutions et expulsions de populations d'origine chinoise ».

(...) « Bien que le Vietnam vante ses forces, lui seul ne peut constituer une quelconque menace pour la Chine. La question est qu'en vérité, le Vietnam joue le rôle de Cuba oriental. Devant cet état de fait, la Chine ne peut rester impuissante et le laisser agir en maître en Asie comme le fait Cuba en Afrique. Le gouvernement chinois a exprimé en termes clairs sa position : il s'oppose aux activités d'expansion et d'agression perpétrées par l'hégémonisme et son homme de main. La Chine a aussi déclaré qu'elle n'entretiendra que des actions bien réfléchies et qu'elle n'agira pas à la légère ».

Quotidien du Peuple et L'Humanité Rouge reportage réalisé par Henri BERTHAULT



Tank vietnamien détruit par l'Armée révolutionnaire du Kampuchea sur le front de Svay-Rieng (mars 1978). A la fin de la saison des pluies, l'armée vietnamienne s'apprête à relancer une offensive.

ALSTHOM-BELFORT A LA 4ème SEMAINE DE GREVE

La solidarité financière a commencé dans l'enthousiasme

LES travailleurs sont depuis jeudi 18 octobre dans leur 4e semaine de grève, elle est en passe de devenir la plus grande grève de l'histoire de l'Alsthom si la direction s'obstine. En 1950, le conflit avait duré un mois.

Mercredi, les grévistes investissaient l'aéroport de Belfort-Fontaine et bloquaient le trafic pendant plus de trois heures. La solidarité financière a commencé dans l'enthousiasme. Jeudi après-midi, dans le local de l'intersyndicale, des piquets de grève rentraient avec l'argent collecté à midi même aux cycles Peugeot : plus de 6 400 F, ce qui ne s'était jamais vu. Mais le plus extraordinaire, c'est la collecte faite à la petite usine Thecla de Rougegoutte où la centaine de travailleurs a versé plus de 13 500 centimes. A Sochaux, 27 000 F ont été collectés mercredi. Pour se

venger de la solidarité ouvrière, Peugeot a envoyé sa milice, qu'il a toujours sous la main, crever les pneus des voitures des ouvriers de l'Alsthom qui collectaient nombreux à toutes les portes. Les femmes de grévistes ont envoyé une lettre à SCHULTZ, PDG de l'Alsthom.

Voici un extrait du texte : « Nous, femmes de grévistes, femmes au foyer, suite à la longue lettre que vous avez envoyée à nos maris, tenons à vous faire savoir ce que nous pensons. Avec nos maris, nous n'acceptons pas toutes les humiliations que vous leur faites subir à longueur d'année (...)

Ainsi, nous vous précisons que, malgré vos pressions, nous sommes en lutte avec nos maris et que nous les soutiendrons jusqu'à l'aboutissement de leurs justes revendications.

Des femmes de grévistes »



DANS NOS DEUX PROCHAINES EDITIONS

UN ARTICLE DE PIERRE BURNAND : LA CHINE ET LES DROITS DE L'HOMME

La journée nationale

UR l'ensemble de l'Alsthom Saint-Nazaire, il y a eu des débrayages tournants par trois quarts d'heure. Ça a bien marché : en moyenne, 80 % des horaires et mensuels ont débrayé, selon une information d'un délégué CGT, et jusqu'à 95 % à certaines heures. Selon la même information :

- A Tarbes, grève générale ce jeudi après-midi ;
- A Merieux, deux heures de débrayage ;
- A Ratbau, une heure de débrayage ;
- Au Signaux, à Saint-Ouen, occupation ;
- Aux ateliers et chantiers de Bretagne, à Nantes, une heure de débrayage.

AIX EN PROVENCE

La campagne municipale bat son plein



MERCREDI soir 17 octobre à Aix-en-Provence Alain Joissains, (majorité) tenait une réunion dans un bar face à sa permanence. Ambiance inquiétante : des groupes de quatre ou cinq malabars aux cheveux courts attendent sur le trottoir. A l'intérieur, sous un violent projecteur, un conseiller municipal appelle les spectateurs à « sauver Aix-en-Provence du collectivisme ». Je repasse peu après devant ce même bar. Les exclus sont figés dans un garde-à-vous. Un électrophone beugle une marche militaire que notre avocat radical tente de fredonner : « C'est nous les Africains qui venons sauver la patrie ». Joli programme. Joissains espère-t-il ainsi gagner les voix des rapatriés ?

Un peu plus loin sur le cours Mirabeau une équipe de jeunes du PCF collent des affiches : « Pour la première fois qu'on pouvait porter des communistes à la mairie ». Drôle de sens de l'unité qui conduit le PC à mener campagne uniquement pour les douze communistes de la liste d'union ! Les cellules du Parti communiste marxiste-léniniste et du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste se sont réunies et ont analysé la situation à Aix. Passionnant débat d'où se dégage la volonté de mieux défendre les travailleurs, d'être à leur écoute, de s'engager sur les

vrais problèmes. Un communiqué commun a été élaboré. En voici le contenu : « Pour la troisième fois, nous sommes appelés à voter pour les municipales. Qui, à l'occasion de ces élections, n'a pas envie de dire son refus de la politique que nous subissons ? Qui n'a pas envie d'exprimer son refus de la hausse des cotisations de Sécurité sociale, des hausses de prix, son refus du chômage, des licenciements ? Qui n'a pas envie de dire : ça suffit, ça ne peut plus durer ! Deux listes se réclament sans honte de Giscard et de Barre. Pour avoir goûté pendant quinze mois d'une des variantes de la majorité (Joissains), les travailleurs aixois n'ont nullement envie de donner sa chance à leur frère ennemi (liste apolitique de Vidal). Face aux listes de droite, le docteur Picheral conduit une liste d'Union avec le GAN (écologie), le PS et le PC. Or, les travailleurs aixois savent par expérience qu'ils ne peuvent compter que sur leur propre lutte. C'est pourquoi nous avons demandé à la liste d'Union de s'engager clairement sur les quatre points suivants : 1) Pas de hausse des impôts locaux supérieure à l'inflation. 2) Gratuité des cantines et des transports ainsi que développement de l'aide pour les chômeurs. 3) Pour le logement des jeunes et des immigrés, rachat par la mairie des hôtels insalubres du centre-

ville, réfection et location aux jeunes et aux immigrés. Suppression de la cité de transit et relogement en HLM. 4) Respect scrupuleux des libertés et accès aux locaux dépendants de la mairie à toutes les associations et partis démocratiques. Voici les réponses qui nous ont été données : 1) Pour le budget, le conseil municipal proposera plusieurs projets avec des hausses différentes pour les impôts locaux : le choix sera fait par référendum. 2) La municipalité accordera la gratuité des transports et des cantines scolaires aux chômeurs. 3) La liste d'Union s'engage à maintenir l'habitat populaire dans le centre-ville en utilisant son droit de préemption. En ce qui concerne les immigrés, une commission extra-municipale ouverte aux immigrés et aux associations sera mise sur pied. 4) L'équipe municipale donnera aux associations la possibilité de mener leur action : ouverture de la revue municipale, lieux de réunion, moyens d'expression. Les partis politiques auront naturellement accès aux lieux de réunions. Dans ces conditions les marxistes-léninistes appellent à faire échec aux représentants aixois de Giscard-Barre et quels que soient les résultats du scrutin de dimanche, ils seront au côté des travailleurs aixois pour faire aboutir ces quatre revendications ».

LA REVOLUTION NATIONALE ALGERIENNE ET LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS. TOME III

Jeudi soir à la librairie « Les herbes sauvages », Jacques Jurquet signait son dernier livre

JEUUDI soir, à 17 h 30, à la librairie des Herbes sauvages, le camarade Jacques Jurquet, secrétaire général du Parti communiste marxiste-léniniste, dédicait le 3e tome de *La Révolution nationale algérienne et le PCF*. Ce livre, divisé en deux parties, couvre une période courte mais fertile en événements et riche d'enseignements. Dans la première partie qui va de 1939 à 1942, le camarade Jurquet montre que la libération de l'Algérie par les alliés n'a pas donné la liberté au peuple algérien. Le gouvernement de De Gaulle a enrôlé les Algériens dans l'armée de libération pour combattre les nazis en Europe, sans pour autant prendre en compte les aspirations du peuple algérien à l'indépendance et à la liberté. La deuxième partie du livre traite du génocide du Constantinois qui a fait 45 000 morts algériens. Les communistes n'ont dénoncé qu'avec retard ce massacre, tout en assimilant les pa-

tristes algériens à des complices des hitlériens. Le livre se termine en juillet 1945 par une fête sur les hauteurs d'Alger. Fête qui réunissait, entre autres, les communistes français et l'armée qui, deux mois plus tôt, avait massacré les populations algériennes. Le propos du camarade Jurquet est de dénoncer la carence du PCF pendant la guerre d'Algérie. Carence qui s'explique à travers les deux livres sur la période antérieure. Parmi tous ceux qui étaient là ce soir, la plupart avait lu les deux premiers tomes de cette histoire de la Révolution algérienne. L'auteur expliquait l'importance qu'avait eu pour lui la guerre d'Algérie dans sa prise de conscience de la nature du PCF. « Nous avions soutenu la lutte des peuples d'Indochine, nous nous apprêtons à en faire autant avec la lutte du peuple algérien, mais là le PCF a tout bloqué », dit-il en substance. « J'ai eu deux naissances : l'invasion nazie et la guerre d'Algé-

rie » résuma-t-il. Un lecteur évoquait aussi cette période où ceux qui soutenaient la lutte du peuple algérien devaient le faire à contre-courant des consignes des dirigeants du PCF et au prix de mille difficultés, dans l'isolement. Il avait vécu cette époque. Il évoquait les manifestations à trente personnes, le départ des appelés pour l'Algérie. Plusieurs amis africains étaient présents marquant l'importance de ce livre pour le soutien aux luttes du tiers monde. Une rencontre très riche entre Jacques Jurquet et les lecteurs de ses livres sur l'Algérie. Une autre séance de dédicace aura lieu à la librairie des Herbes sauvages, le vendredi 26 octobre avant le meeting à la Mutualité. Léon CLADEL

* Le livre, « La Révolution nationale algérienne et le PCF » est en vente aux Herbes sauvages, 70, rue de Belleville 75020 Paris au prix de 45 F

Jacques JURQUET

LA RÉVOLUTION NATIONALE ALGÉRIENNE

ET LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

★ ★ ★

TCHECOSLOVAQUIE

Solidarité avec les inculpés de Prague

Lundi 22 octobre, s'ouvre à Prague le procès de six Tchécoslovaques défenseurs des droits de l'homme. Ils avaient été arrêtés le 29 mai dernier, avec cinq autres militants et ils ont depuis été maintenus en prison.

De quoi les accuse-t-on ? D'avoir poursuivi des « menées subversives ». Leur crime, c'est d'animer le VONS - le Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies - et ce, dans le strict respect de la légalité tchécoslovaque.

Le procès qui s'ouvre lundi à Prague est un mailon de toute une politique répressive qui vise à anéantir toute opposition démocratique en Tché-

coslovaquie. Il est une manifestation de l'arbitraire du pouvoir. Il est une parodie de justice.

Nous devons absolument ajouter notre voix aux protestations qui, déjà, en France et à l'étranger, ont commencé de monter contre la répression en Tchécoslovaquie.

Nous devons dénoncer le régime de Husak qui met en scène ces procès et nous devons condamner sans réserve ceux qui l'imposent au peuple tchécoslovaque : les maîtres du Kremlin.

Solidarité avec les inculpés de Prague !

Jean SCHUBERT

Le plus grand procès depuis plusieurs années

29 mai 1977. Dix militants défenseurs des droits de l'homme sont arrêtés en Tchécoslovaquie. Ils sont signataires de la Charte 77 ou membres du VONS, le Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies. C'est le plus gros coup de filet en Tchécoslovaquie depuis plusieurs années.

Parmi les arrêtés, deux porte-parole de la Charte, Jiri Dienstbier et Vaclav Benda, ainsi qu'un ancien porte-parole, le dramaturge Vaclav Havel.

A peine quelques jours plus tard, le troisième porte-parole, Zdena Tomínová, était agressée par de mystérieux inconnus... Et son mari était l'objet de menaces anonymes.

Quelques semaines avant, Maître Josef Danisz, le défenseur de Jaroslav Sabata, était exclu du barreau, et son client, Jaroslav Sabata, voyait sa peine rallongée de dix-huit mois.

Il y a là tout un plan du gouvernement. Quelle est sa signification ? Quel est son but ? Voici l'analyse qu'en fait Jiri Pelikan. (Texte publié par les Cahiers Listy - No 12, 3e trimestre 1979).

« But de ce plan : étouffer complètement le mouvement de l'opposition démocratique avant la Conférence européenne de Madrid, qui doit contrôler la réalisation des accords d'Helsinki par les gouvernements signataires, et avant les Jeux Olympiques de Moscou. L'opposition doit donc être

isolée, dans chaque pays, par des actions policières et de sévères condamnations ; en même temps, elle doit être privée de contacts internationaux avec des groupes similaires des pays de l'Est ou avec les organisations et mouvements ouvriers et démocratiques de l'Ouest. Ce n'est pas un hasard si les accusations lancées par l'agence officielle tchécoslovaque CTK contre les militants emprisonnés soulignent que les activités de ces militants ont « nui aux intérêts de l'Etat tchécoslovaque à l'étranger ». De même, les récents procès contre les opposants marxistes au régime de Honecker (Robert Havemann et Stefan Heym) pour publication de livres à l'étranger sans autorisation ; de même, la condamnation de Rudolf Bahro pour le même « crime » ; de même, les nouvelles lois appliquées en Allemagne de l'Est vont de pair avec le durcissement à l'encontre des opposants en URSS, en Hongrie, en Roumanie. Seule exception actuelle : la Pologne, à cause du soutien populaire à l'opposition et de la force de l'Eglise catholique.

Un élément nouveau est récemment intervenu dans ce plan de liquidation de l'opposition : la crise économique est telle que les régimes de l'Est ne peuvent plus la cacher. Les hausses de tarifs du pétrole et des autres matières premières fournies « fraternellement » par l'URSS aux pays de l'Est, s'ajoutant à l'inefficacité du système bureaucratique de gestion de l'économie, ont

obligé les dirigeants à augmenter les prix d'une manière qui affecte surtout les couches non privilégiées de travailleurs et de paysans. Les premiers signes du mécontentement populaire se sont manifestés en Tchécoslovaquie et en Hongrie ; ils se multiplient en Pologne. Ce n'est pas par hasard que, seuls, les salaires des policiers ont été substantiellement augmentés : un régime qui craint des explosions de

colère a besoin d'une police loyale. Le spectre d'une jonction entre l'opposition politique et le mouvement spontané de mécontentement de la population pousse les dirigeants des pays de l'Est vers une répression toujours plus dure contre l'opposition et, en même temps, vers des concessions économiques et politiques qui pourraient éviter les explosions de colère populaire ».

Qui sont les cinq inculpés ?

Petr Uhl, l'un des principaux animateurs du VONS, 38 ans. En 1968, il a été l'un des plus actifs dans la lutte contre l'occupant russe ; il a fondé le Mouvement (clandestin) de la jeunesse révolutionnaire puis le Parti socialiste révolutionnaire. Arrêté en 1969 et condamné à quatre ans de prison comme « trotskiste ». En 1977, il a été parmi les premiers à signer la Charte 77 et est, depuis, à partir de son point de vue marxiste, l'un des plus

actifs défenseurs des droits de l'homme. Petr Uhl est le gendre de Jaroslav Sabata, en prison depuis le 1er octobre 1978.

Vaclav Benda, 33 ans, mathématicien frappé d'interdiction professionnelle depuis qu'il a signé la Charte 77. Porte-parole de la Charte 77, membre du VONS.

Jiri Dienstbier, 42 ans, journaliste licencié et exclu du Parti communiste en 1970. Il est porte-pa-



TOULOUSE

Le bâtiment se réveille

DEPUIS la rentrée, le bâtiment à Toulouse se réveille. Déjà plus de cinq entreprises ont été ou sont touchées actuellement par la grève.

TEISSEIRE, usine d'ameublement : quatre jours et demi de grève avec au bout un succès sur la revalorisation régulière des salaires et les classifications, deux jours de grève payés.

LA SGREG, entreprise d'autoroute : une semaine de grève, augmentation des salaires, maintien des primes qui devaient être supprimées.

LA SITECO, boîte de chauffage soustraitante du CNES ou ils ont gagné sur les salaires.

MARION, avec grève de deux heures par jour, encore en cours pour l'augmentation des salaires, un bleu et des chaussures de sécurité pour chaque gars, augmentation des primes journalières...

Et surtout, aujourd'hui la SODAFER. La SODAFER est une usine de ferrailles pour le béton armé, filiale de Mure, implantée dans toute la France et qui contrôlerait plus de la moitié du marché (Mure a des succursales à Marseille, Montpellier, Nice, Saint-Etienne, Longwy, etc.).

La Sodafer, c'est 160 gars payés à 2 400 F par mois en moyenne avec la possibilité pour ceux qui peuvent travailler très dur d'une prime pouvant aller jusqu'à 800 F !...

Ce sont aussi des qualifications d'OS 3 ou OQ 1, alors que les vraies quali-

cations ne sont pas reconnues. Ce sont des avertissements et le mépris (si vous téléphonez de l'extérieur à un ouvrier, on ne lui passe pas la communication), alors la grève a été décidée après un débrayage lundi 8 octobre.

Cette grève dure toujours aujourd'hui dans l'unité entre les sections syndicales CFTD et CGT pour les revendications suivantes : augmentation pour tous de 200 F, 13e mois passé de 92 à 100 %, revalorisation des qualifications, communications téléphoniques passées aux ouvriers à qui l'on téléphone, paiement des jours de grève à 50 %.

Très vite était décidée l'organisation de la popularisation et l'organisation de collectes. Les travailleurs de SODAFER vont dans les autres entreprises pour faire connaître leur lutte et faire des collectes. Le Parti communiste marxiste-léniniste a déjà donné 200 F d'une collecte rapide dans ses rangs. Un militant du PCF de l'usine a contacté les cellules du quartier pour qu'elles fassent des collectes.

Mardi 16, la direction tentait une diversion, en convoquant les ouvriers à une réunion pour organiser un prétendu vote à bulletins secrets.

Les travailleurs ont refusé cette mascarade. Et comme le disait un tract commun CGT-CFTD : « Français et immigrés, anciens et intérimaires, ouvriers, chauffeurs et ETAM (1), CFTD et CGT, tous unis, nous obtiendrons gain de cause ».

Correspondant

role de la Charte 77 et membre du VONS.

Vaclav Havel, 43 ans, dramaturge. L'une des figures de proue du Printemps de Prague en 1968 et l'un des opposants les plus connus de l'occupation russe. Il a déjà été arrêté à plusieurs reprises. En 1977, il figure parmi les premiers signataires de la Charte, dont il a été porte-parole à deux reprises. La représentation d'une de ses pièces au Forum des Halles, à

Paris, au début de ce mois, a été une manifestation de solidarité avec lui (en Tchécoslovaquie, bien sûr, toutes ses œuvres sont interdites).

Otka Bednarova, 52 ans, membre du Parti communiste de 1945 jusqu'à son exclusion en 1970. Ancienne journaliste à la télévision, elle est soumise depuis trois ans à d'incessants interrogatoires, arrestations, perquisitions et attaques physiques malgré son invalidité partielle.

Résolution adoptée par le parlement européen

Le Parlement européen, profondément touché par l'arrestation à Prague, le 29 mai, de dix membres d'un groupe tchèque de défenseurs des droits de l'homme, tous signataires de la Charte 77,

vu que ces personnes ont été accusées de propagande anti-gouvernementale, crime assorti d'une peine maximum de dix années d'emprisonnement, et que leur procès est imminent,

1. exprime sa ferme conviction que ces arrestations et procès tels qu'ils sont proposés constituent une violation manifeste des dispositions de l'acte final d'Helsinki qui garantissent la liberté d'expression ;
2. invite le gouvernement tchécoslovaque, signataire de l'acte final d'Helsinki, à relaxer les dix détenus, conformément à ses obligations internationales ;
3. charge son président de transmettre la présente résolution aux ministres des Affaires étrangères des neuf États membres réunis dans le cadre de la coopération politique.

Solidarité

Partout dans le monde, la solidarité se développe envers les inculpés de Prague.

Le 1er août, à Moscou, des dissidents russes (parmi lesquels Andreï Sakharov) et polonais ont appelé à la lutte pour les libertés démocratiques.

A Prague et à Varsovie, des dissidents ont commencé une grève de la faim pour manifester leur solidarité.

Parmi les protestations en France, signalons celle de 150 intellectuels, membres du PCF, ainsi que la pétition du Comité international contre la répression (déjà publiée par notre quotidien). Nous invitons tous nos lecteurs à la signer et à la faire signer. Elle a déjà recueilli de nombreuses signatures, parmi lesquelles celles de Charles et Raymonde Tillon et de Héléne Parmelin.

Enfin, le Parlement européen a adopté la résolution ci-dessous. Rappelons que Jiri Pelikan, directeur de la revue de l'opposition socialiste tchécoslovaque, Listy, a été élu au Parlement européen sur la liste du Parti socialiste italien.

MERLIN-GERIN (GRENOBLE)

Les travailleurs relèvent la tête

Merlin-Gerin, c'est la plus grosse entreprise de la région grenobloise avec 8 100 salariés répartis dans 18 usines de la région, de la plus petite G (130 salariés) à la plus grosse A (1 300 salariés).

On compte 3 400 ouvriers dont 400 femmes, 4 000 ETDA (employés, techniciens, dessinateurs et assimilés) et cadres dont 1 000 femmes. Il y a 400 travailleurs étrangers, mais très peu sont non-européens.

En 1975, Merlin-Gerin a été intégrée dans le groupe Empain-Schneider.

DEPUIS début septembre, un sérieux climat de lutte se développe à Merlin-Gerin, climat qui trouve sa source dans la politique de la direction qui se livre à des attaques sans précédent contre les travailleurs.

LA SEMAINE D'ACTION CGT

Lors de la semaine d'action nationale de la CGT du 3 au 7 septembre, il y a eu des débrayages bien suivis, surtout à l'usine A. Le jeudi 6 septembre, après un débrayage d'information la veille, plusieurs centaines de travailleurs ont décidé de manifester pendant la réunion des délégués du personnel pour exiger l'ouverture de véritables négociations, notamment sur la perte du pouvoir d'achat.

Il y a eu 7,25 % d'augmentation des salaires en 1979 pour une augmentation des prix de 13 %, et encore grâce à la lutte des travailleurs. La réponse de la direction a été claire : elle a quitté la salle. Dès la rentrée, le ton était donc donné ; il faut agir sans attendre !

Pour renforcer la mobilisation et mieux unir les travailleurs, les délégués CGT font circuler des cahiers de revendications, dans l'esprit du 40e congrès : « Être au plus près et à l'écoute des travailleurs ».

LES REVENDICATIONS

Les revendications ainsi mises en relief sont : augmentations uniformes, les 35 heures, une prime de transport, des droits aux congés payés égaux pour tous.

Ces premières actions à l'initiative de la CGT vont permettre aux travailleurs d'entamer l'action dans différents secteurs. Et l'action des travailleurs va en retour permettre l'unité syndicale et la clarification des revendications.

LES ACTIONS DES TRAVAILLEURS

— 1) L'affaire de la Mégelit (atelier de l'usine S qui fabrique l'isolant du même nom utilisé dans l'industrie électrique). L'atelier fonctionne en deux équipes de quinze.

La direction a modifié les méthodes de travail pour augmenter la production. Cela a condamné les ouvriers à travailler en permanence devant des fours chauffés à 150 degrés.

Entre le 10 et le 20 septembre, ils ont débrayé 4 h par jour en exigeant 200 F pour tous, un quart d'heure de douche (c'est-à-dire une réduction du temps de travail) et une augmentation des effectifs.

Et ils ont obtenu 100 F, le quart d'heure de douche, l'embauche de trois ouvriers et une réduction des

cadences. C'est une victoire. Et ce qu'il faut souligner c'est que les négociations ont toujours été menées tous ensemble, ouvriers et délégués CGT face à la direction.

— 2) A l'usine L (au Fontanil, banlieue nord de Grenoble, 500 travailleurs), la direction a pris des mesures draconiennes pour augmenter la production, jusqu'à 50 % dans certains secteurs, assorties de menaces de sanctions.

— 3) A l'usine S (1 200 travailleurs), le 28 septembre, en réunion du comité d'entreprise, la direction annonce la suppression de 50 % des emplois dans le département EGD (équipement de grande diffusion), soit 200 emplois en moins plus 100 autres supprimés en amont.

La CGT mobilise les travailleurs sur : augmentations uniformes, réduction d'horaire à 35 heures, temps d'information sur le lieu de travail, refus des licenciements, du transfert de fabrication et du départ du matériel. Un débrayage a eu lieu le 9 octobre.

— 4) A l'usine A, le 3 octobre, un délégué CGT reçoit une lettre d'avertissement, motif : affichage hors des panneaux syndicaux.

Le 4 octobre, une information est faite aux travailleurs à la pause casse-croûte. Ceux-ci décident d'une délégation. La direction refuse de retirer l'avertissement. En réponse, le 5 octobre, à 9 h, la quasi-totalité des travailleurs débrayent, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps.

Après une nouvelle entrevue sans résultat, les travailleurs refusent par un vote massif de reprendre le travail. L'équipe d'après-midi débraye aussitôt arrivée. A 16 h, devant la détermination des travailleurs, la direction annule la lettre d'avertissement.

Les travailleurs ont exprimé leur opinion et pris collectivement les décisions. Cela leur a permis de s'unir et en conséquence de faciliter l'unité syndicale et l'action y a gagné en efficacité.

L'AVENIR

Le 11 octobre, un débrayage général a eu lieu. Les syndicats CGT et CFDT ont signé un accord pour l'unité d'action et de nouvelles actions se préparent. Nous aurons certainement l'occasion d'en reparler. Merlin-Gerin est en ébullition.

Article fait par un camarade de Merlin-Gerin délégué CGT

Extension de la grève

D'ores et déjà, les usines L, J et S sont en grève illimitée. La totalité des ateliers de l'usine A sont en grève quatre heures par jour. Des manifestations ont lieu dans les ateliers et entre les usines pour entraîner les non-grévistes. Le 17 octobre, l'usine de Fontanil, banlieue nord de Grenoble, a fait le tour de toutes les usines Merlin-Gerin en voiture et est allée terminer par un meeting devant la Thomson-CSF à St-Egreve.

Une manifestation très importante de toutes les usines de Merlin-Gerin en grève (4 000 travailleurs environ) a eu lieu le 18 octobre, à 9 heures à Grenoble.

AUDINCOURT

Pour 30 élèves par classe

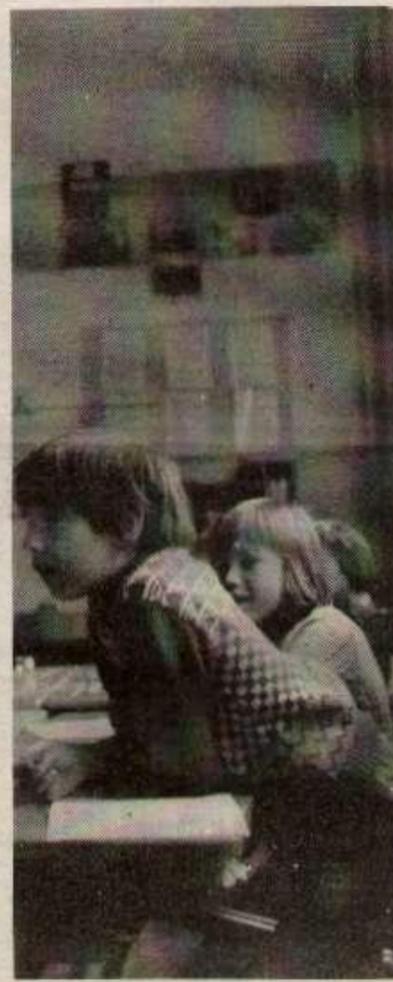
DEPUIS la rentrée de septembre, les quatre maîtresses, dont la directrice, de l'école maternelle Jacques Prévert à Audincourt (pays de Montbéliard) suivent les directives nationales du Syndicat national des instituteurs (SNI). Elles ont refusé de prendre plus de 30 élèves par classe, considérant que la maternelle ne doit pas être une garderie.

Dans le quartier, elles ont refusé 19 élèves. Or, la loi les oblige à en prendre 35 et plus. A partir de ce lundi 16 octobre, l'inspection académique les prive de leur salaire en vertu d'une loi votée il y a deux ans, intitulée la loi du service non-fait. Dans le même quartier, l'autre école maternelle s'est trouvée avec trois classes surchargées et, entre ces deux écoles toute proches, il y a largement de quoi créer une classe de 30 élèves (les élèves refusés à Prévert et les élèves en surcharge de l'autre école). C'est pourquoi mardi après-midi, les maîtresses des deux écoles et les parents d'élèves avec leurs petits enfants ont manifesté à Montbéliard et se sont rendus à la sous-préfecture réclamer l'ouverture d'une classe supplémentaire et l'arrêt des sanctions contre les maîtresses. A noter que dans les bureaux du sous-préfet, il faisait une chaleur insupportable alors qu'on refuse de chauffer les immeubles collectifs sous prétexte d'économie d'énergie !

Cette action ne suffira sans doute pas. Les parents d'élèves, soutenus par la Fédération Comec et les maîtresses, doivent se mettre en rapport avec d'autres écoles touchées dans la région pour organiser ensemble une manifestation à l'inspection académique de Besançon.

Dans le temps, les maîtresses travaillaient avec 45 élèves par classe. C'est par la lutte qu'elles ont obtenu de baisser à 35. C'est par la lutte qu'elles obtiendront de travailler avec 25 ou 30 élèves par classe.

Correspondant HR



La maternelle ne doit pas être une garderie

Vient de paraître aux Editions du Centenaire le Tome III de

LA REVOLUTION NATIONALE ALGERIENNE ET LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS DE JACQUES JURQUET

466 pages, prix* : 45 F

Egalement disponibles : le Tome I (réédition) : 28 F le Tome II : 45 F

En vente dans toutes les bonnes librairies Aux Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, Paris 20e Et par correspondance, à Livres service**, 24, rue Philippe de Girard - 75010 Paris (rajouter 3F pour un volume, 5 F pour deux ou trois volumes, pour participation aux frais de port. Libellez vos chèques au nom des Herbes sauvages)

* Prix Herbes sauvages

** Service de vente par correspondance des Herbes sauvages.

CINE-CLUB GENERIC

8, rue de la Palestine Métro Jourdain le 31 octobre : Le Vent des Aurès le 12 décembre : le Sel de la terre. le 22 décembre : le Chagrin et la pitié.

L'Humanité rouge bimensuelle est parue

L'Humanité Rouge



Le bimensuel No 63 est sorti. Conçu pour une grande diffusion, ce numéro présente un dossier « Chine, ce qui est remis en question » dans les pleins feux de l'actualité à un moment où la Chine fait la une des journaux à l'occasion de la venue de Hua-Guofeng en Europe.

Quatre pages : La défense du pays en question. Un document exceptionnel : la lettre d'une française qui vit au Cambodge depuis 1975.

Une rubrique magazine variée : Moto, cinéma, sciences, médecine.

Un témoignage d'actualité : La dure réalité de la loi Veil. Rencontre avec les travailleurs du centre d'interruption volontaire de grossesse de Colombes.

Un numéro adapté à la vente militante pour la fin de la semaine. Passez vos commandes à l'administration du journal.

L'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance : L'Humanité Rouge : B.P. 201 - 75926 Paris cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No. 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 4e trimestre 1979

RESTRUCTURATION DANS L'ELECTRONIQUE

Tractations secrètes dans le dos des travailleurs

20 000 emplois en trop dans la téléphonie... La Bretagne, pour laquelle on avait inventé une soi-disant vocation électronique, il y a une dizaine d'années, est frappée de plein fouet : fermetures, licenciements, réductions d'horaire... Mais ça ne passe pas comme une lettre à la poste : à l'AOIP en particulier, les travailleurs, par leurs actions du début de l'année, ont contraint la direction à revoir les réductions d'horaires et les pouvoirs publics à refuser le plan OBM qui prévoyait 1 020 licenciements. Bien sûr, ces derniers n'ont pas abandonné leurs objectifs. D'où les tractations avec la CGE, Thomson, SAT, dont il a été fait état dans nos colonnes. A la veille de semaines décisives, il est utile d'étudier les forces en présence.

Correspondant Guingamp

La direction de l'AOIP, appuyée par la Confédération générale des SCOP (coopératives ouvrières), n'a qu'une idée en tête : sauver le label AOIP : « La survie de l'AOIP exige de passer le cap des réductions d'effectifs en totalité plutôt que d'être sauvée aux trois quarts ».

C'est ce que l'on pouvait lire dans le plan OBM.

N'ayant pu faire passer ce plan, elle change son fusil d'épaule. A l'assemblée générale des sociétaires, le 30 juin, elle leur fait voter à la sauvette, sans information préalable et sans débat, une motion autorisant la direction à entrer en négociation avec Thomson et CGE. « C'est ça ou le dépôt de bilan ». Ce chantage répété au dépôt de bilan a amené les sociétaires à voter un chèque en blanc. Et l'on peut voir jusqu'où va l'hypocrisie quand on lit dans le bulletin des SCOP : « Les sociétaires de l'AOIP ont refusé le suicide et choisi la lutte pour la vie ».

Mais pourquoi la direction

choisit-elle la solution du rachat ?

— Parce qu'elle pense ainsi sauvegarder une petite partie de l'entreprise avec le label AOIP et sauver ainsi l'image de marque ;

— Et aussi parce que cela la décharge des problèmes d'emploi : ce sera aux acheteurs et aux pouvoirs publics de régler leur sort.

La coopération aura les mains propres !

Par devant, la direction dit : « Faites-nous confiance ! ». Par derrière, elle multiplie manœuvres et coups bas : en juin, elle signe des contrats avec certains travailleurs pour partir en chantiers ; ceux-ci prennent leurs dispositions et, au dernier moment, sans explications, elle annule le départ (certains avaient acheté une caravane !).

Elle refuse de donner les moindres indications sérieuses sur les négociations aux syndicats qui apprennent les nouvelles par la presse.

Les trusts

Il y a eu d'abord Philipps qui a pointé son nez. Mais ça ne plaisait pas à la bande à Giscard qui voulait placer ses deux outsiders : Thomson et CGE (par l'intermédiaire de CIT-Alcatel). Maintenant, il est question de la SAT.

Ce qui les intéresse ces trusts, c'est uniquement les 10 % du marché que représente l'AOIP. Les usines, le matériel : très peu. Les travailleurs, alors là, pas du tout ! Ils ne savent déjà pas quoi faire du personnel qu'ils ont : ils licencient, réduisent les horaires à tour de bras, ce qui se voit à La Rochelle, Dijon et, plus près de nous, à Lannion.

Leur position est simple et confortable : nous, on apporte les finances ; aux pouvoirs publics de se débrouiller avec la main-d'œuvre !

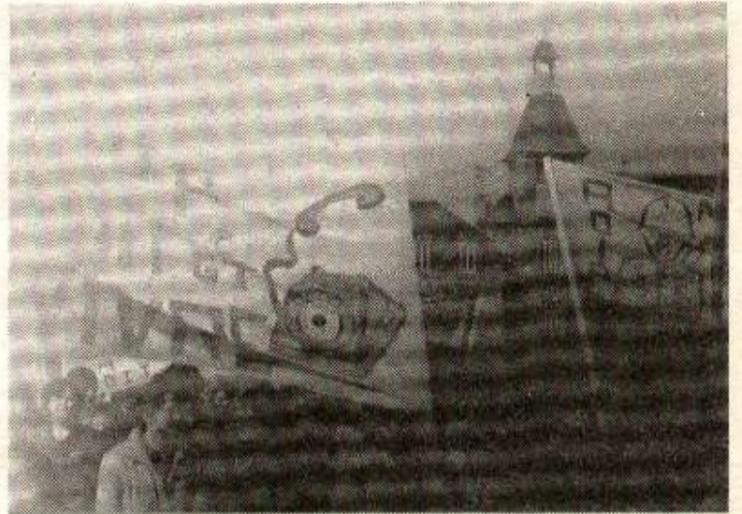
Et puis aussi : plus la situation se détériore, moins on aura à déboursier.

Les pouvoirs publics

Ce sont eux qui manœuvrent en coulisse depuis le début et le début remonte à plus de quatre ans, en particulier avec la nomination de Fournier, homme de paille du gouvernement, comme directeur général.

L'Etat est le principal client de l'AOIP. Mais, à ce niveau, ce sont les clients qui font la loi. Un exemple. Dans le matériel de téléphonie, il y a deux gros marchés, celui des « cœurs de chaîne » ou « centraux » et celui des « terminaux ». L'AOIP, sur le plan technique, avait les moyens d'approvisionner ces deux marchés. Mais les PTT ne lui ont commandé que les terminaux. Et aujourd'hui, à l'heure où s'ouvrent de juteux marchés dans les pays du tiers monde, c'est le même gouvernement qui vient dire à l'AOIP : « Vous n'êtes pas intéressants pour l'exportation puisque vous n'avez pas les cœurs de chaîne ».

Actuellement, on parle de difficultés financières de l'AOIP mais il faut savoir que les PTT ont une dette envers l'AOIP de dix milliards de centimes. Au



même moment, les banques directement liées au gouvernement (BFCE, BIF, BNP) coupent les crédits.

Le gros des subventions de l'Etat va aux trusts. De plus « si le mariage se passe bien » (entre CGE et Thomson qui s'associeraient pour racheter l'AOIP), l'Etat se propose de mettre un cadeau dans la corbeille de mariage : 100 000 à 200 000 lignes supplémentaires.

Mais à propos, pourquoi ne donnerait-il pas ces lignes à l'AOIP ?

C'est que tout cela concourt à la réalisation d'un projet économique cohérent : restructurer tout le secteur de la téléphonie au profit de quelques trusts qui acquerraient ainsi le monopole sur le plan intérieur et seraient plus compétitifs sur les marchés extérieurs.

En fin de compte, c'est le même projet que pour la sidérurgie. Mais les moyens mis en œuvre sont différents : on agit par petits coups, par en-dessous, pour ne pas provoquer d'explosion sociale en chaîne.

On voit bien là que l'Etat n'est pas l'arbitre impartial entre les monopoles et les travailleurs, mais bien l'instrument des monopoles pour accroître leurs profits, au détriment des travailleurs.

Du côté des travailleurs

A Guingamp, les actions n'ont pas manqué (voir l'Humanité rouge du 22 mars). Il y a eu un temps fort avec la séquestration de dirigeants, l'intervention de la gendarmerie et la manifestation qui s'en est suivie. La fête organisée le 14 juillet par la section CGT a permis de populariser la lutte. Depuis, tout le monde s'attendait à ce que le début octobre soit décisif. Mais les choses traînent...

Peut-être qu'en haut lieu, ils ont de la peine à se mettre d'accord... surtout sur la façon de se débarrasser des travailleurs !

Toujours est-il qu'à la base, cette longue attente entraîne l'inquiétude et gêne la mobilisation. « Actuellement, les horaires s'échelonnent de 32 heures à 36 heures ; à certains postes de

l'usine, les charges de travail sont déjà un peu justes. Les prévisions données au dernier Comité central d'entreprise pour 1980 se traduisent par un manque de charge pour 800 à 900 personnes, base : 40 heures. Cela veut dire de nouvelles réductions d'horaire sans doute dès le mois de décembre, et dures à avaler : 24 heures, 28 heures, 32 heures, c'est ce qui risque de nous tomber dessus dans un peu plus d'un mois. Si ça n'est pas des licenciements, ça y ressemble fort ! »

Tels sont les propos tenus par la section CGT-AOIP de Guingamp lors d'une conférence de presse à laquelle nous avons participé. Par cette conférence de presse, le syndicat voulait rétablir la vérité sur les positions qui sont les siennes et qui, dit-il, « ont été le plus souvent interprétées, voire même déformées ».

« Si la direction de l'AOIP, l'Etat, les PTT ou autres peuvent affirmer que les tractations ont pour but de nous garantir emploi et avantages acquis, qu'ils le disent et l'écrivent et nous pourrions discuter.

Nous reposons la question encore une fois.

S'il n'y a pas de réponse et nous n'en avons encore pas eu le commencement d'une, eh bien il ne nous reste qu'une seule issue, nous battre pour arracher des informations, nous battre pour obtenir des garanties.

Voilà notre proposition :

Pour nous, il ne peut être question de se laisser enfermer dans des discussions sans fin sur vente ou pas vente, dépôt de bilan ou autre solution. Nos revendications essentielles n'ont pas changé depuis un an : garantie de l'emploi, des avantages acquis, vivre et travailler au pays. Voilà ce qui est important et c'est sur ces revendications que nous voulons des réponses, que nous sommes prêts à nous battre encore, comme dans les mois passés, avec la population ».

La cellule du PCML « Bonnets rouges » qui milite dans la région de Guingamp appuie les revendications ainsi formulées. Depuis le début, elle a mis ses modestes forces au service de la lutte de l'AOIP. Elle vient de proposer à la section CGT de réunir toutes les organisations syndicales et politiques pour les informer et chercher à réaliser une unité sur la base de cette plate-forme.



20 000 emplois en trop dans la téléphonie...